



Formation des apprentis : l'union fait leur force

PROJET Le débat national sur l'apprentissage se poursuit sur le site où seront réunis les deux CFA bayonnais. La ministre du Travail est attendue au Pays basque ce soir, pour l'aborder

THOMAS VILLEPREUX
t.villepreux@sudouest.fr

En cours de concertation, la réforme de l'apprentissage (1) secoue de nombreuses Régions. La volonté affichée par Emmanuel Macron d'accorder plus de place aux branches ne fait pas l'unanimité, tandis que les Régions détiennent la compétence en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Au plan national, des tensions sont ainsi apparues entre les Régions et le patronat, alors que s'ouvre aujourd'hui, à Biarritz, l'Université d'hiver de la formation professionnelle.

Cet événement est organisé jusqu'à vendredi par Centre Inffo, l'association chargée de développer l'information sur la formation permanente. Il réunira des professionnels de l'apprentissage et des élus. Et accueillera ce soir la visite de Muriel Pénicaud, la ministre du Travail.

Prélude à cette Université, une visite était organisée hier à l'antenne bayonnaise de la Chambre de métiers et de l'artisanat 64. Pilotée par la Nouvelle-Aquitaine, avec l'association des Régions de France, elle a permis d'entrer dans le vif du sujet avec un peu d'avance. Objectif : montrer aux élus de plusieurs Régions invitées, le Centre de formation d'apprentis (CFA) de la chambre consulaire. Doté d'outils pédagogiques de pointe, dans des locaux modernes, celui-ci sera bientôt rejoint par le CFA Paul-Bert, actuellement installé dans le Petit Bayonne.

Le rapprochement

L'exemple n'a pas été choisi au hasard. Car Paul-Bert, administré par la Communauté d'Agglomération Pays basque (CAPB), sera donc accolé à un CFA géré par la Région, sur le site unique de l'Université des métiers. Ce projet avoisine 2,975 millions d'euros et sera financé à 55 % par la Nouvelle-Aquitaine et par la CAPB (2). « Si la réforme devait aller au bout de la logique initialement souhaitée, c'est-à-dire



Ici dans la cuisine du CFA, hier, à l'Université des métiers, les élus régionaux attendent surtout de savoir à quelle sauce sera mangée (ou pas) la formation. PHOTO ÉMILIE DROUINAUD

vers une privatisation de la formation, ce CFA de la Chambre de métiers disparaîtrait », assure David Marguerite, le président de la commission apprentissage des Régions de France.

Muriel Pénicaud ne tiendra évidemment pas le même discours, ce soir. Mais en attendant, la vice-présidente de la Région Bretagne Georgette Bréard met en garde. « Certaines branches sont bien structurées, d'autres beaucoup moins. Et les CFA des Chambres de métiers dépendent d'une bonne dizaine de branches. En fonction des formations et des territoires, il nous faut obtenir la modulation des financements décidés par l'État. » Au fil de la visite, du salon de coiffure aux cuisines hi-tech, en passant par les bureaux, les convictions de M^{me} Bréard et des divers élus régionaux ne font que se renforcer : « Il faut que l'efficacité des Régions soit reconnue. »

À Bayonne, elle se traduira par un rapprochement. Pas une fusion, attention. D'autant que ce mot tabou

dans l'Ovalie locale est vraiment inapproprié dans le cas des CFA bayonnais. « Paul-Bert et le CFA de l'Université des métiers seront complémentaires, indique Peio Claverie, l'élu communautaire chargé de la formation professionnelle. Cela ne s'arrêtera pas aux économies d'échelle, car chacun apportera à l'autre ce qu'il n'a pas. Par exemple, ceux de Paul-Bert formés en restauration n'ont pas la compétence pâtisserie, contrairement à leurs homologues de la CMA. Leur formation sera donc valorisée lorsqu'ils arriveront à l'Université des métiers. Cela marche aussi dans l'autre sens. »

Maillage du territoire

Peio Claverie n'envisage pas de couper le ruban du nouveau bâtiment avant « deux ou trois ans ». Quant à Gérard Gomez, le président de la CMA 64, il attend avec impatience sa livraison et scrute la concertation autour de la réforme : « Nous verrons bien de quoi demain sera fait. »

L'apprentissage, que souhaite dopper le gouvernement, n'atteint certes pas les sommets de la Suisse ou du Danemark. Or il montre des signes d'attractivité. Catherine Veyssy, la vice-présidente néo-aquitaine en charge de l'apprentissage, annonce ainsi « un passage de 115 à 102 CFA cette année, dans la région, mais une offre de formations en hausse ».

Avec « 38 000 apprentis formés en Nouvelle-Aquitaine, soit 4 % de plus qu'il y a un an et 9 % de plus qu'en 2015 », elle mise sur le maillage du territoire. De Bayonne à Bayonne, le déménagement de Paul-Bert (210 élèves) à côté du CFA de l'Université des métiers (459 élèves à Bayonne, 496 à Pau) ne le modifiera pas.

(1) Le gouvernement veut transmettre au Parlement un projet de loi au printemps, pour une adoption cet été et une entrée en vigueur des réformes au 1^{er} janvier 2019.

(2) Le financement de ce projet par l'Agglomération n'a pas encore été voté.